

## **Réflexions, diagnostic et organisation du colloque**

*« La culture n'est pas un luxe, c'est une nécessité »*

### **INTRODUCTION**

Tout projet de société ne peut aujourd'hui laisser de côté la culture. Celle-ci est éminemment constitutive de l'histoire des civilisations et organisations sociétales qui en découlent. Catalyseur du lien social, facteur de cohésion nationale, la culture construit des hommes et des citoyens.

Nul ne peut nier l'universalité et la valeur intrinsèque de la culture, chacun sait que la communication entre les œuvres et les hommes a pour support des sentiments et le partage d'expériences humaines universelles, comme l'amour et la mort, que l'œuvre exprime et que les hommes retrouvent en eux par sa révélation. Malraux concevait d'ailleurs la culture comme communion à travers des expériences universelles qu'après la religion seul le génie artistique est capable d'immortaliser et d'évoquer à tous.

De façon plus « terre à terre », la culture représente un enjeu social et économique non négligeable. Le récent « rapport Guillot » a bien montré que, contrairement à une idée reçue, le spectacle vivant rapporte. Sa valeur ajoutée de l'ordre de 11 milliards d'euros est comparable à celle de l'industrie aéronautique, navale et ferroviaire réunies. Les emplois directs sont au nombre de 300 000 ; 450 000 si l'on ajoute les emplois indirects soit autant que dans la production automobile ! La culture est incontestablement un levier du développement économique et touristique. Le spectacle vivant (les grands festivals, les salles de spectacles...) comme notre riche patrimoine architectural, muséal et littéraire sont des facteurs d'attractivité et de rayonnement pour notre pays.

A cet égard la culture est indéfectiblement liée à la France et depuis des lustres nos choix dans ce domaine ont contribué à asseoir notre influence dans le monde. Comme le souligne Philippe Urfalino, directeur du Centre de sociologie du Travail et des Arts (sera présent sur la table ronde n° 1) la France qui revendique « l'exception culturelle » se singularise « par le poids d'une tradition monarchique d'implication forte de l'Etat dans la vie des arts, par la triple centralisation administrative, politique et culturelle de la société française et par la place éminente et récurrente des arts dans l'identité nationale et dans l'orgueil français ».

Aujourd'hui, malgré l'investissement des collectivités territoriales aux côtés de l'Etat, le bilan est plutôt mitigé : si les politiques culturelles successivement mises en œuvre ont doté le pays d'une offre d'équipements culturels et de festivals parmi les plus riches d'Europe, **deux objectifs fondateurs n'ont été que partiellement atteints : la démocratisation culturelle (l'accès de la culture au plus grand nombre) reste largement illusoire et la vitalité de la création est en danger.** On constate par ailleurs un **affaiblissement de l'influence culturelle de la France sur la scène internationale qui se double d'une crise du financement de la culture.**

**Quelques raisons à ce bilan :**

**-La mondialisation et l'avènement de la société télévisuelle de masse avec une offre culturelle défailante ;**

**-Les inégalités territoriales – entre Paris et la province, entre les régions ensuite, entre villes et campagnes – qui restent importantes :** les crédits du ministère de la culture sont depuis longtemps très inégalement répartis notamment entre Paris et la province, ceux-ci se sont d'ailleurs progressivement asséchés ces dernières années au fur et à mesure que les dépenses de fonctionnement des grands établissements, plus nombreux (BNF, Grand Louvre, Versailles, Palais de Tokyo, Musée des arts premiers ...) augmentaient. Et ce n'est pas le fort investissement des collectivités locales ces dernières années qui peut à lui seul compenser ce désengagement. Dans le domaine du spectacle vivant déséquilibres inscrits : 1 département sur 2 ne dispose pas de scène nationale alors que tel autre en possède 4. 5 régions sont privées d'orchestre, 6 de centre chorégraphique....

Parallèlement à cette inéluctable évolution, on a continué, notamment pendant toutes les années de gouvernance socialiste, à cultiver la méfiance et la suspicion des financements privés, se privant ainsi des bienfaits du mécénat. Aujourd'hui, l'ensemble des dispositions prises depuis le temps où Malraux lui-même avait créé la Fondation du Patrimoine jusqu'à la dernière loi présentée par Jean-Jacques Aillagon, votée le 5 mars 2003, s'avère soit inadapté soit insuffisant. En tout cas, on est très loin du dynamisme de certains pays comme le Royaume-Uni ou l'Allemagne où la pratique du mécénat provenant des particuliers comme des entreprises est courante.

-A cela s'ajoute ce qu'on peut appeler la « **technocratisation culturelle** » : le financement de la culture s'avère être d'une rare complexité. Au fur et à mesure des années, la stratification politico-administrative des pouvoirs locaux au lieu d'amplifier une dynamique, a contribué à la figer, les acteurs ayant le plus grand mal à se retrouver dans ce labyrinthe d'autant qu'il y a une carence de

formation aux exigences administratives liées aux structures juridiques qui gèrent la profession. L'action de l'Etat est entravée par une organisation et une réglementation devenues trop complexes. L'Etat intervient dans certains CDN à hauteur de 37%, à 92% dans d'autres ! On constate le même écart pour les scènes nationales entre 15 et 65%. Concernant les festivals, l'intervention de l'Etat se caractérise par l'arbitraire et l'absence de vision d'ensemble.

**-Enfin, on souffre depuis plusieurs années d'une absence de réflexion et d'attention aux moyens de développer la demande alors même qu'on encourage une diversification et une augmentation de l'offre.**

Ce constat étant fait, on peut parler, non pas de l'échec de nos politiques culturelles, mais plutôt, comme dans bien d'autres domaines, d'un essoufflement, et peut être plus que d'une crise de croissance, d'une crise existentielle : la culture pourquoi ? Une politique culturelle, pour quelles finalités ?

La politique culturelle est aujourd'hui engoncée dans ses discours, ses rituels parce qu'elle est aussi devenue l'affaire de spécialistes, de lobbies, de clientèles comme le note, à juste titre Daniel Conrod, dans un article datant du 3 janvier dernier dans *Télérama* : « les mots se sont épuisés en même temps qu'ils se sont technicisés. Il manque du désir, de la communauté, un peu de vision partagée. »

Cette crise trouve toute son exacerbation dans la crise du spectacle vivant que nous traversons depuis 3 ans, crise que la gauche au pouvoir avait vu arriver mais pour laquelle elle n'avait rien fait se contentant de balayer la poussière sous le tapis, crise dans laquelle l'actuel gouvernement s'est enlisé faute d'avoir imposé ses choix ; exacerbation aussi dans l'incapacité à avoir su organiser le débat, mesurer les enjeux de la révolution numérique pour la culture lors du projet de loi sur les droits d'auteur et droits voisins dans la société de l'information.

## **POURQUOI LA CULTURE EST UN ENJEU POLITIQUE MAJEUR ?**

Aujourd'hui, la culture, comme la formation et la recherche, est la clé de l'innovation dans nos sociétés. Elle doit à ce titre être constitutive d'un projet politique global pour la France.

Plus que jamais, à l'heure de la concentration des industries de loisirs, de l'influence du modèle américain, du développement extrêmement rapide des nouvelles technologies et des moyens de transmission des savoirs et des œuvres dans une société qui a perdu ses repères et qui cherche du sens, **il est nécessaire**

**de définir ce que doit être pour une nation les finalités d'une politique culturelle.**

Comme bien d'autres secteurs de la société française, **la culture est en crise**. Au-delà des simples exhortations, le gouvernement UMP n'a pas su inventer une nouvelle voie, le ministère n'a pas su se réformer et surtout organiser la décentralisation qui s'est traduite par un affaiblissement de l'autorité de l'Etat et un manque manifeste d'ambition du ministère en termes de soutien à la création artistique en territoire décentralisé ; la question de l'accessibilité de la culture pour tous reste posée et de l'avis de tous la démocratisation culturelle est en panne. Aujourd'hui, les acteurs culturels sont inquiets voire désabusés, ils sont en attente de propositions nouvelles, d'une impulsion forte, mais surtout d'un sens ...

Parallèlement, encore une fois selon Daniel Conrod, de nouveaux modes d'accès à la culture se sont mis en place et vont continuer à se développer. Ces pratiques liées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication « sont en train de grignoter de l'intérieur tout un ensemble d'usages de règles, de droits et de dispositifs mis en place depuis des siècles, soit pour protéger la propriété morale des œuvres, soit pour signifier la valeur symbolique des biens culturels soit encore pour établir des hiérarchies à l'intérieur de ces biens...il existe une nouvelle illusion collective qu'il existe des biens en quantité illimitée, que ces biens sont infiniment duplicables ou renouvelables, qu'ils ne valent pas davantage que le temps requis pour les obtenir c'est-à-dire quelques secondes et qu'enfin ils n'ont pas à faire trace dans l'histoire des individus... ». C'est en définitive « le triomphe d'une hyperconsommation de masse, qui ne peut faire de nous que des déchets (Zygmund Bauman, philosophe et sociologue). Il faut donc, tout en tirant bénéfice de la révolution numérique, une révolution numérique maîtrisée, repenser sur des bases nouvelles ce qu'est une œuvre, quels sont les droits qui lui sont attachés, ce qu'est un artiste, s'il a oui ou non un statut. Il faut également veiller à ce que tous les établissements culturels puissent être des lieux permanents de la connaissance et des savoirs.

**Il y a un enjeu pour l'UDF qui doit se doter d'une stratégie d'occupation du terrain et d'appropriation de ces enjeux sociétaux : réaffirmer l'importance de la place de l'art dans la société, redonner du sens à l'action publique en en redéfinissant les finalités.**

C'est dans la perspective de l'élaboration d'un projet novateur et pertinent pour les présidentielles, que s'est élaboré le colloque sur la culture du 17 février dernier.

## RENCONTRES CULTURELLES

Ces rencontres culturelles s'articulent autour de **3 tables rondes** dont les thèmes s'inscrivent dans la problématique posée par Pierre Albertini : « **la culture est à la fois transmission et rupture** ».

**Le domaine culturel étant très vaste, il a fallu faire des choix. Aussi certains sujets tels que le patrimoine historique, l'architecture, l'audiovisuel, les médias (qui doivent faire l'objet d'un colloque ultérieur)... ne seront pas traités de manière spécifique ; ils pourront le cas échéant être abordés lors du débat avec la salle.**

### **Table ronde n°1 : Culture et territoires & financements de la culture**

*Lors de la table ronde n°1, nous aiderons à réfléchir aux conditions nécessaires pour donner un nouveau souffle à une politique culturelle ambitieuse. Deux questions apparaissent essentielles : l'organisation des territoires aujourd'hui en panne ainsi que les financements de la culture aujourd'hui en crise.*

#### **Culture et territoires**

*Avec la décentralisation et l'investissement croissant des collectivités territoriales dans le domaine culturel, la place de l'Etat est à repenser. La décentralisation culturelle, chantier inachevé du gouvernement, doit être organisée pour être réussie : qui fait quoi et comment ? pour une meilleure lisibilité des politiques culturelles, une redéfinition des rôles de chacun, de la place de l'Etat, de ses compétences et de leur articulation avec celles des collectivités locales est nécessaire. Cependant, à cette dimension locale de l'action culturelle, il faut ajouter une dimension européenne à la culture.*

#### **Les financements de la culture**

*Contrairement à une idée communément admise, la culture n'est pas une dépense superflue, elle est surtout une source de richesse économique pour la France. Cependant, on assiste depuis plusieurs années à une crise de financement de tous les secteurs de la culture. C'est pourquoi, compte tenu l'état de nos finances publiques, la culture au même titre que l'éducation et la recherche doit être un investissement pour l'avenir. Son budget, qui atteint péniblement les 1% de celui de l'Etat, doit faire l'objet d'une programmation pluriannuelle afin d'y investir et garantir les crédits nécessaires au rayonnement culturel de notre pays. Cette table ronde abordera la question des moyens de renouveler les financements de la culture dans un équilibre subtil entre la liberté de création et la pluralité des financements, publics et privés. Comment sortir de cette « asphyxie » et de cette instabilité que vivent les artistes, les professionnels de tous les secteurs ? Comment, dans le cadre de la*

*décentralisation, peut-on optimiser les financements des collectivités territoriales ? Comment le mécénat pourra-t-il être développé et encouragé ? Voilà les questions auxquelles devront répondre les intervenants.*

### **Table ronde n° 2 : Place de l'artiste dans la société et statut de la création**

*L'art est rupture : toute œuvre de création est une nécessaire provocation ou interrogation posée sur le monde. Dès lors se pose la question de la place de l'artiste dans la société, du statut et de la valeur accordée à la création. L'irruption des « intermittents du spectacle », au cœur des festivals de l'été 2003, a montré la solidité du lien entre la nation et ses artistes. Cette crise – non résolue aujourd'hui – a posé plus globalement la question de la place de la culture dans notre société qu'il faut définir et assurer. Au-delà de la question de l'emploi culturel, notamment à travers une loi d'orientation du spectacle vivant et un régime équitable et vertueux de l'intermittence, cette table ronde évoquera plus globalement la place de l'artiste et le statut de la création dans notre société.*

### **Table ronde n° 3 : Transmission - Apprentissages - Diversification des publics**

*Malraux insistait à juste titre sur la nécessité d'ouvrir la culture, sous toutes ses formes, au plus grand nombre. Car la culture, c'est d'abord la transmission des savoirs composant notre patrimoine littéraire et artistique. Comme l'a montré le rapport de Bernard Latarjet le spectacle vivant souffre d'une diffusion insuffisante. Alors que le nombre de spectacles produits a explosé depuis une dizaine d'années, le public ne s'est pas renouvelé et élargi en conséquence. Il est donc indispensable de repenser les « outils » pour renouveler et élargir les publics du spectacle vivant et démocratiser l'accès à celui-ci. L'échec constaté de la « démocratisation culturelle nous amène à nous interroger sur les moyens pour sensibiliser un large public aux arts et à la culture et constituer de nouveaux publics. Cela passe nécessairement par une éducation artistique et culturelle à l'école, meilleur vecteur de transmission des savoirs, dès le plus jeune âge.*